Religions et relations internationales

Le droit à la liberté religieuse : du « modèle » européen à un « modèle » méditerranéen

Alessandro Ferrari

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/asr/3037>

DOI : 10.4000/asr.3037

ISSN : 1969-6329

Éditeur

Publications de l'École Pratique des Hautes Études

Édition imprimée

Date de publication : 15 septembre 2019

Pagination : 455-458

ISBN : 978-2909036-47-2

ISSN : 0183-7478

Référence électronique

Alessandro Ferrari, « Le droit à la liberté religieuse : du « modèle » européen à un « modèle » méditerranéen », *Annuaire de l'École pratique des hautes études (EPHE), Section des sciences religieuses* [En ligne], 126 | 2019, mis en ligne le 23 septembre 2019, consulté le 14 juillet 2022. URL : <http://journals.openedition.org/asr/3037> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/asr.3037>

Religions et relations internationales

Alessandro FERRARI

Directeur d'études invité
Université de l'Insubrie, Italie

Le droit à la liberté religieuse : du « modèle » européen à un « modèle » méditerranéen

EN partant du passage de l'âge moderne à l'âge contemporain, de la liberté religieuse au droit étatique de liberté religieuse et de l'émergence d'un « modèle » continental et international de ce même droit, le séminaire a examiné le rôle que les transformations contemporaines du paysage social, politique et religieux méditerranéen ont eu sur le(s) droit(s) de liberté religieuse des deux rives. On y a d'abord souligné la « crise identitaire » du droit de liberté religieuse. Son ancrage dans l'approche démocratique constitutionnelle de l'après Seconde Guerre mondiale apparaît épuisé en raison des préoccupations sécuritaires de plus en plus prégnantes actuellement. Le retour aux catégories juridiques modernes inspirées du positivisme strict ne semble plus pouvoir lui fournir de nos jours des compensations réellement efficaces. On a donc réfléchi aux nécessités et aux modalités d'une approche élargie du droit de liberté religieuse dans le contexte méditerranéen. Cette approche tient compte à la fois du caractère spécifique des États-nations et du rôle des traditions culturelles et religieuses dans cette région, afin de tenter de redéfinir un droit qui permette de fonder un constitutionnalisme démocratique suffisamment universaliste.

Le fait est que les transformations sociales et politiques contemporaines permettent désormais une vision unifiée des droits de liberté religieuse des deux rives de la Méditerranée. En raison de la présence désormais permanente des communautés musulmanes en Europe, nous avons pu mettre en lumière les difficultés que les systèmes juridiques nationaux rencontrent lorsqu'il s'agit de gérer un pluralisme religieux et culturel nouveau. Par ailleurs, la rive sud connaît – avec l'érosion des anciens équilibres communautaires – un mouvement généralisé en faveur de la reconnaissance de l'autonomie individuelle, selon les dynamiques d'une globalisation des communications et des échanges qui unit, en particulier, les jeunes générations des sociétés mondialisées.

Cette situation conduit à dépasser la mythologie fondée sur la supériorité absolue d'un « modèle européen » conçu de manière abstraite et pousse, au contraire, vers un rapprochement entre les modèles à l'œuvre sur les deux rives de la Méditerranée.

Ces modèles sont en effet marqués par le rôle des droits fondamentaux comme caractère de référentiel universel et par l'action spécifique des États-nations de la région dans la gestion juridique du phénomène religieux.

À partir de ces présupposés, le séminaire a été organisé en quatre temps étroitement liés les uns aux autres.

Le premier a été dédié aux transformations du modèle européen de liberté religieuse face à l'établissement durable et permanent des musulmans en Europe. La gestion légale de la présence musulmane en Europe a, en effet, profondément transformé le droit à la liberté de religion du « vieux continent ». Comme droit lié à la garantie des expressions autonomes des options prises par des consciences individuelles libres, le droit européen à la liberté religieuse a révélé sa nature première, centrée sur l'État et sa dimension institutionnelle. En fait, plutôt que de se consacrer uniquement à la protection des exigences des consciences individuelles, ce droit européen est devenu aujourd'hui l'instrument étatique visant à la construction d'une « religion musulmane » capable de s'adapter aux structures de l'État moderne (avec la primauté de l'État-nation) et à ses préoccupations contemporaines (primauté des droits de l'homme interprétés par l'État-nation) affirmées en Europe à partir de la paix de Westphalie. La présence de l'islam en Europe a modifié l'interprétation des trois paradigmes classiques de ce droit : la primauté de la dimension individuelle ; l'autonomie des organisations religieuses et la coopération entre les États et les communautés religieuses. La primauté de la dimension individuelle a cédé le pas à la primauté de la reconnaissance préventive de l'institution religieuse à laquelle l'individu appartient ; l'autonomie confessionnelle est fortement conditionnée par les limitations que l'État impose à l'auto-compréhension théologique du groupe religieux lui-même ; enfin, la coopération entre les États et les communautés religieuses devient l'instrument permettant d'aligner ces dernières sur les valeurs majoritaires, propres au « vivre ensemble » auquel les religions contemporaines sont appelées à contribuer si elles veulent jouir de la protection spécifiquement prévue par le droit étatique. À unifier toutes ces transformations, c'est, enfin, la primauté de la sécurité sur la liberté, sécurité qui risque de perdre son lien avec les droits fondamentaux auxquels elle devrait être normalement articulée.

Le droit à la liberté de religion ne change pas seulement sur la rive nord de la Méditerranée, mais il connaît aussi de profondes transformations sur la rive sud, à la suite des bouleversements politiques en cours dans l'ancien *dar-al-islam*.

La deuxième partie du séminaire a été consacrée à la transformation du droit à la liberté religieuse sur la rive « musulmane » de la Méditerranée. Face à la mondialisation croissante des jeunes générations, à la pluralisation de plus en plus visible dans le champ musulman et enfin à l'archaïsme insoutenable d'un système de gestion des différences religieuses fondé sur le système de la *dhimma*, on a analysé le rôle joué par le droit à la liberté religieuse dans l'après « printemps arabes ». À cet égard, trois dynamiques récentes ont été évoquées. La première qui montre le rôle croissant de la référence politique au droit international et, en particulier, aux conventions internationales des droits de l'homme, dans les nouveaux textes constitutionnels et la jurisprudence arabes depuis 2011. La deuxième dynamique révèle un processus de restructuration par le haut du secteur religieux

afin de transformer l'islam en une religion fonctionnelle à la fois dans ses relations avec la rive nord de la Méditerranée et dans son aptitude à canaliser les mouvements de protestation dirigés contre les gouvernements en place. Enfin, une troisième dynamique donne une nouvelle signification à l'action traditionnelle de contrôle du champ religieux par les pouvoirs étatiques. En effet, parallèlement à la dynamique juridictionnaliste, visant à subordonner l'appareil religieux aux exigences de l'État, une dynamique plus séparatiste se dessine, visant la spécialisation et la distinction du religieux par rapport aux autres sphères sociétales. Cette dynamique séparatiste accompagne aussi l'émergence d'une citoyenneté qui doit intégrer, même sur la rive sud « musulmane », la coexistence stable et sur un plan d'égalité vis-à-vis du droit étatique, de personnes appartenant soit à des traditions religieuses différentes, soit à aucune des dites traditions, soit encore à des interprétations, même totalement individuelles, des éventuelles traditions religieuses de référence. Par conséquent, on a étudié les transformations les plus récentes des systèmes juridiques marocain, tunisien et égyptien (en tant qu'idéaux-types paradigmatiques alternatifs) ainsi que les documents de *soft law* (la Charte d'Al Azhar [2017] sur la citoyenneté et la Déclaration de Marrakech [2016]). Ceux-ci, qui ont permis des changements les dernières années dans les Codes de statut personnel de certains pays (Maroc et Tunisie surtout), manifestent une approche nouvelle sur la question des relations entre tradition islamique et instruments internationaux de protection des droits de l'homme.

Lors des troisième et quatrième sessions du séminaire, on est passé d'un cadre plus général à l'analyse d'un cas particulier, à savoir le modèle italien du droit à la liberté religieuse. On a ainsi examiné la genèse et l'évolution du droit italien à la liberté religieuse, en accordant une attention particulière à sa spécificité. Celle-ci est liée à la nécessité de définir un statut juridique approprié pour l'Église catholique, mais également pour son organisme de gouvernement sommital de caractère international, le Saint-Siège, situé, à partir de 1870, dans ce qui était devenu territoire italien. Cette donnée a été fondamentale pour le développement historique d'une « laïcité » italienne confrontée dès le départ à une pluralité d'ordres juridiques irréductibles. Ce pluralisme a donné naissance à un droit étatique à la liberté religieuse nécessairement post-moderne ou post-westphalien, c'est-à-dire déjà conscient, à la fin du XIX^e siècle, des limites des prétentions absolutistes de l'État moderne. En se concentrant sur le processus de laïcisation de la législation ecclésiastique italienne à partir de l'âge libéral (surtout entre 1848 et 1870), on a montré qu'à la clarté – et à la rigidité – des principes énoncés dans les textes législatifs nouveaux, succédait immédiatement une logique particulièrement accommodante dans les modalités d'application. Cette caractéristique, liée à la nécessité de trouver des « accommodements raisonnables » permettant d'éviter une fracture insoutenable dans le pays, a fini par devenir une constante dans l'approche italienne du phénomène religieux. Celle-ci s'accompagne de la prise en compte nécessaire de la spécificité de la religion catholique, laquelle fut, même dans les années du séparatisme libéral, toujours traitée de manière différente des autres communautés religieuses. Ces dernières ne furent jamais régies par une loi générale commune sur la liberté religieuse, car ce type de législation paraissait impossible dans un

pays où l'Église catholique, *societas perfecta*, ne l'aurait jamais acceptée. L'absence d'une loi générale et commune sur la liberté de religion a été le point de départ de la quatrième session du séminaire, consacrée plus particulièrement au statut juridique de l'islam en Italie. Les communautés musulmanes ont dû s'adapter à un système juridique façonné en fonction des relations jugées nécessaires entre l'État et les confessions religieuses. Ces dernières, en effet, ont été poussées à adopter le modèle institutionnel de l'Église catholique afin d'établir des relations bilatérales avec l'État, les seules capables de donner un statut de reconnaissance adéquat aux exigences de légitimité des communautés religieuses non catholiques. Ainsi, si la question liée à la représentation musulmane concerne tous les pays européens, elle revêt en Italie une nature singulière en raison du caractère particulièrement rigide d'un modèle de liberté religieuse construit autour du modèle catholique. L'absence d'une loi générale sur la liberté de religion a ainsi affecté les communautés musulmanes de deux manières. D'une part, elle les a poussées à une recherche effrénée de reconnaissance institutionnelle, sur le modèle du concordat expérimenté par l'Église catholique et par douze autres confessions religieuses. Cette recherche est restée infructueuse, compte tenu du faible taux d'institutionnalisation des communautés musulmanes. D'autre part, l'absence d'une législation générale en matière de liberté religieuse a favorisé le camouflage des communautés musulmanes qui se sont structurées en tant qu'organisations bénévoles afin de bénéficier de réglementations plus favorables. Cela a conduit à l'établissement d'un cercle vicieux qui, en empêchant les musulmans en Italie d'être pleinement reconnus en tant que « communautés religieuses », a été un réel obstacle à la distinction nécessaire entre dimension religieuse et dimension civique de leur engagement sociétal.

Ainsi, à partir de l'observatoire local d'un État national méditerranéen comme l'Italie, le droit contemporain à la liberté religieuse révèle son caractère politique, et en particulier sa nature de test décisif de la capacité des systèmes politiques contemporains à gérer des différences culturelles et religieuses profondément enracinées.

La présence musulmane en Europe et le défi sécuritaire des vingt dernières années ont ainsi rapproché les deux rives de la Méditerranée : le droit à la liberté de religion paraît donc un bon point de départ pour analyser ces transformations importantes des sociétés contemporaines.